



©FIDA/A. Wade

Ouvrer pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté au **Burkina Faso**

La pauvreté rurale au Burkina Faso

Le Burkina Faso est l'un des pays les plus pauvres au monde, 46,4% de sa population vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Les indicateurs de développement humain situent le Burkina Faso au 177^e rang parmi les 182 pays analysés en 2007. La pauvreté reste prédominante en milieu rural, et les conditions de vie des ménages ruraux demeurent précaires. Presque tous les ménages ruraux burkinabè pratiquent la production agricole et animale. Soixante à soixante-dix pour cent des denrées alimentaires produites sont consommés par les ménages eux-mêmes. Pourtant, la vulnérabilité extrême aux prix des produits agricoles, les conditions climatiques et les conflits civils dans les pays avoisinants ont entravé toute croissance économique substantielle et toute réduction de la pauvreté rurale.

Environ 40% de la population risque l'insécurité alimentaire, et 42% des habitants ont un accès limité à l'eau potable. L'espérance de vie à la naissance est estimée à 45,7 ans, et le taux d'alphabétisation des adultes se situe à 27%, tombant à 13% pour les femmes.

Les résultats des enquêtes prioritaires nationales, effectuées en 2003, indiquent que les régions les plus pauvres sont celles du Nord (68,8%), de la Boucle du Mouhoun (60%), du Centre Sud (66,1%) et du Sud-Ouest (56,6%). Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les revenus *per capita* les plus bas sont observés

dans la région du Sahel, caractérisée par une pluviosité réduite et erratique et par la dégradation des ressources naturelles. Cependant, l'évaluation de l'incidence de la pauvreté de l'INSD indique que cette région appartient au groupe des régions "relativement moins affectées par la pauvreté", parmi lesquelles les hauts bassins, le Centre et le Centre Nord. Il n'en reste pas moins que la pauvreté dans la région du Sahel s'est accrue ces dix dernières années suite aux sécheresses, à une mauvaise répartition des pluies, aux invasions acridiennes, à une mortalité accrue du bétail et aux inondations de 2006.

Les agriculteurs implantés dans la zone du Sahel, les agropasteurs dont l'activité est l'élevage de transhumance et qui pratiquent une agriculture de subsistance de petite envergure, ainsi que ceux en charge d'animaux confiés, constituent les groupes socioéconomiques dont les conditions de vie sont les plus précaires en termes monétaires, d'opportunités et de capacités.

Les conditions de vie des ménages dont le chef est agriculteur de subsistance ou agropasteur transhumant se sont particulièrement dégradées au cours des dernières années. Les ménages ayant à leur tête des agriculteurs de rente, notamment les cultivateurs de coton, occupent une position intermédiaire. Les ménages dont le chef est sans instruction courent trois fois plus de risques de se retrouver dans le segment des pauvres que ceux qui sont gérés par une personne ayant le niveau d'instruction secondaire et plus. Les facteurs démographiques jouent également un rôle non négligeable; ainsi l'âge du chef de ménage est souvent directement lié au niveau de pauvreté du ménage. S'agissant de l'emploi, il apparaît que lorsque les trois quarts des membres du ménage au moins sont actifs, la vulnérabilité du ménage décroît.

L'incidence et la gravité de la pauvreté sont plus fortes pour les femmes que pour les hommes (52% contre 48%), et les femmes connaissent une situation précaire, avec un accès limité à la terre, à la prise de décision, aux facteurs de production et au bétail. Selon des enquêtes sur les ménages remontant à 2003, le taux de pauvreté dans les ménages dont le chef est une femme a augmenté de 11%. Le chômage, la pénurie de travail, le manque d'alphabétisation et de qualifications sont communs parmi la jeunesse burkinabè.

Voici quelques-unes des causes de la pauvreté rurale au Burkina Faso:

- la pénurie et la pauvreté des terres cultivables;
- des réseaux de communication et de transport insuffisamment développés;
- des amples fluctuations des conditions climatiques; et
- une productivité limitée à cause de la nature de l'agriculture de subsistance.

Éradiquer la pauvreté rurale au Burkina Faso

Le Gouvernement burkinabè a multiplié ses efforts pour faire face à la pauvreté en zone rurale. La promulgation de lois progressistes a aidé à autonomiser les communautés rurales et a renforcé le processus de développement des organisations de base. Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), formulé en 2000 et révisé en 2003, intègre toutes les dimensions du développement du pays. La stratégie s'articule autour de quatre axes principaux:

- accélérer la croissance et la fonder sur l'équité;
- améliorer l'accès des pauvres aux services sociaux de base et de protection sociale;
- élargir les opportunités d'emplois et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres; et
- promouvoir la bonne gouvernance.

La politique de développement rural du Burkina Faso, quant à elle, vise la modernisation de l'agriculture, la restauration de la fertilité du sol, l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'appui aux organisations paysannes et la mise en place d'une politique nationale de décentralisation.

Les effets conjugués de la chute du prix du coton, de la dévalorisation du dollar par rapport à l'euro, de la sécheresse de 2004, des invasions acridiennes, ainsi que de la hausse des prix du pétrole, ont quelque peu compromis l'objectif de croissance de 7% par an, fixé par le DSRP pour la période 2004-2008.

La stratégie du FIDA au Burkina Faso

Depuis 1981, le FIDA a financé 12 projets et programmes au Burkina Faso pour un montant total de 158,6 millions de dollars des États-Unis.

Approuvé en septembre 2007, le nouveau Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) du FIDA au Burkina Faso vise à mettre en place des systèmes institutionnels durables afin de promouvoir des opérations, des politiques et des investissements en faveur des ruraux pauvres centrés sur l'innovation et l'apprentissage.

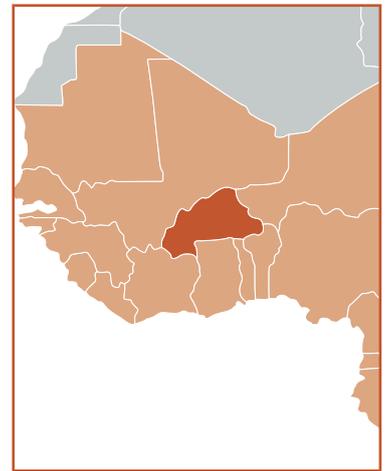
Les objectifs stratégiques du COSOP sont les suivants:

- accroître et diversifier durablement les moyens d'existence des ruraux pauvres et des groupes marginalisés, en particulier des femmes, à travers le développement d'un secteur privé participatif au niveau local; et
- renforcer la gouvernance décentralisée des biens publics, des services et des ressources naturelles et en garantir l'accès équitable.

Ces grandes orientations s'articulent autour de stratégies et de politiques thématiques et opérationnelles précises, s'appuyant sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays.

En outre, elles sont reliées à des systèmes de savoirs et étayées par des processus politiques au niveau national.

Au cours des six prochaines années, le FIDA concentrera ses efforts sur l'harmonisation, l'innovation, le renforcement des partenariats et la concertation sur les politiques. Le Fonds mettra à profit son expérience de terrain afin de renforcer l'efficacité et l'impact de ses opérations dans une optique de collaboration et de responsabilisation réciproque. Le secteur privé sera lui aussi mis à contribution pour la fourniture de biens et de services aux populations rurales.



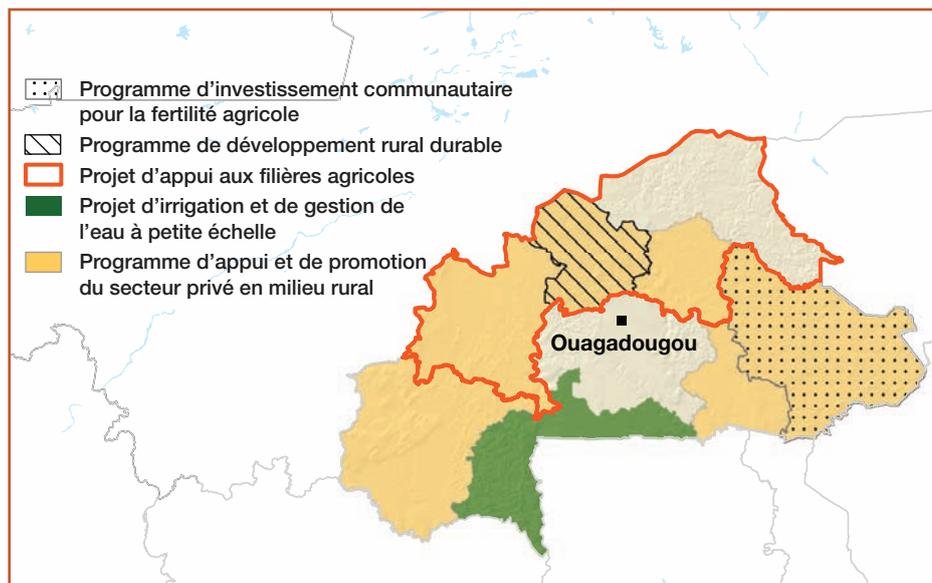
Programmes et projets: 12

Coût total: 366,5 millions d'USD

Prêt total: 158,6 millions d'USD

Bénéficiaires directs: 446 200 ménages

Opérations en cours



Programme d'appui et de promotion du secteur privé en milieu rural (PASPRU)

Le Burkina Faso est l'un des pays les mieux placés de la région s'agissant du développement des microentreprises rurales. Sa population jouit d'une réputation quasi légendaire pour son ardeur au travail, car elle est habituée à tirer une subsistance d'une base de ressources naturelles rares et fragiles en recourant souvent à des moyens ingénieux. Le Burkina Faso est frontalier avec six autres pays, une situation qui accroît la gamme des opportunités économiques intéressantes ainsi que le dynamisme de l'économie. Le secteur des services de développement des entreprises, un nouveau créneau de développement crucial pour la croissance des microentreprises, offre des opportunités aux microentrepreneurs du pays, surtout aux jeunes et aux femmes.

Le programme, d'envergure nationale, continuera à appliquer à plus grande échelle les acquis du projet d'appui aux microentreprises rurales (PAMER), une des interventions financées par le FIDA ayant à ce jour donné les meilleurs résultats au Burkina, et qui s'est terminé à la fin de l'année 2008. Le nouveau programme renforcera certains des éléments les plus positifs du PAMER et alignera certaines de ses méthodes sur les approches les plus récentes utilisées dans le sous-secteur.

L'un des objectifs du programme est d'aider la mise en place d'un système viable et durable de services de développement des entreprises. La formulation du programme reflète une leçon apprise lors de la mise en œuvre du PAMER: le besoin de travailler avec les microentreprises, mais aussi avec les petites et moyennes entreprises, et en particulier avec les organisations de microentreprises. Les institutions publiques contribueront au programme notamment en ce qui concerne la formation professionnelle.

Le groupe cible se compose de membres de différents types de microentreprises rurales et d'organisations de microentreprises. Le programme, basé sur la demande, établira 60 centres de ressources en entrepreneuriat rural. Il appuiera ces centres, en œuvrant à renforcer leur réseau et à élargir leur rayon d'action.

Les centres agiront comme prestataires de services de développement des entreprises et serviront de points de contact principaux pour les membres du groupe cible. Ils aideront aussi les microentrepreneurs à accéder aux ressources du programme. Ils contribueront à promouvoir l'entrepreneuriat rural et l'échange d'informations au niveau de la communauté.

Coût total: 25,2 millions d'USD

Prêt du FIDA: 8,1 millions d'USD

Don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette: 8,1 millions d'USD

Durée: pas encore effectif

Bénéficiaires directs: 12 000 ménages

Cofinancement: Banque ouest-africaine de développement (BOAD) (5,1 millions d'USD)

L'objectif global du programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale en développant le secteur privé local. Les objectifs spécifiques sont les suivants:

- aider les activités génératrices de revenus à se transformer en microentreprises et à augmenter les profits;
- aider les prestataires de services de développement des entreprises à atteindre l'autonomie financière;
- augmenter le volume des prêts accordés à moyen terme;
- mettre en œuvre des projets collectifs d'infrastructures;
- générer des emplois et des avantages sociaux;
- assurer la participation des femmes et des jeunes aux microentreprises; et
- renforcer les institutions telles que les organisations de microentreprises et les organismes professionnels et améliorer la gouvernance.

Le programme encouragera l'innovation technologique, technique, commerciale et organisationnelle par le biais d'un fonds pour l'innovation qui interviendra en réponse à la demande. Le fonds mettra l'accent sur les innovations qui facilitent l'accès à des services de qualité, à de nouveaux marchés, à de nouvelles technologies de production et de transformation et à des technologies respectueuses de l'environnement.

Projet d'irrigation et de gestion de l'eau à petite échelle (PIGEPE)

L'objectif général du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Pour ce faire, le projet appuiera le renforcement de l'accès aux ressources en eau à usage agricole et pastoral et de leur gestion.

Ses objectifs spécifiques sont les suivants:

- renforcer les capacités des groupes cibles et encourager leur participation aux activités du projet, notamment à travers l'accès aux terres irriguées;
- aider les groupes cibles grâce à des investissements destinés à renforcer leur accès à l'eau d'irrigation à travers l'utilisation de technologies adaptées à leurs compétences techniques et à leurs ressources;
- intensifier et diversifier la production agricole durable sous irrigation et dans les bas-fonds; et
- soutenir les activités de commercialisation et d'augmentation des revenus, en particulier des ménages les plus pauvres en actifs.

Projet d'appui aux filières agricoles (PROFIL)

Le projet a pour objectif de réduire la pauvreté rurale en améliorant l'accès des ruraux pauvres aux marchés porteurs des filières niébé, sésame, viande caprine et ovine, volaille et oignons. Il devra développer les liens entre les groupes cibles et les autres acteurs de ces filières, et renforcer leurs capacités. Le projet travaillera en particulier avec les groupes vulnérables de femmes et de jeunes, les organisations paysannes et professionnelles, et enfin le secteur privé.

Programme de développement rural durable (PDRD)

Le programme a pour objectif d'aider les populations rurales pauvres à renforcer leurs capacités d'organisation, de planification et de gestion des terroirs (ressources foncières productives). Par l'aménagement des bassins versants et la construction de réseaux d'irrigation, les populations contribuent à inverser le processus de dégradation des terres cultivées et non cultivées. L'accroissement des revenus des populations rurales pauvres est une composante clé du programme, à travers l'amélioration de la production et de la productivité agricoles. Le programme contribue à améliorer les conditions de vie des groupes cibles, en développant l'accès des populations aux services sociaux élémentaires et aux marchés.

Coût total: 19,1 millions d'USD
Prêt du FIDA: 11,0 millions d'USD
Don du FIDA: 400 000 USD
Durée: 2008-2014
Bénéficiaires directs: 17 800 ménages
Cofinancement: Fonds de l'OPEP pour le développement international (5,0 millions d'USD)

Coût total: 16,9 millions d'USD
Prêt du FIDA: 13,8 millions d'USD
Durée: 2007-2013
Bénéficiaires indirects: 20 000 ménages

Coût total: 38,3 millions d'USD
Prêt du FIDA: 16,0 millions d'USD
Durée: 2005-2013
Bénéficiaires directs: 30 000 ménages
Cofinancement: Banque ouest-africaine de développement (BOAD) (3,8 millions d'USD), Fonds de l'OPEP pour le développement international (2,9 millions d'USD), Fonds pour l'environnement mondial (6,1 millions d'USD)



©FIDA/A. Weide

Programme d'investissement communautaire en fertilité agricole (PICOFA)

Le programme vise à augmenter la productivité agricole à travers l'utilisation de techniques de conservation des sols et de l'eau, de restauration de la fertilité des sols, ainsi que par l'agroforesterie et la création de couloirs de passage pour le bétail. Ce programme travaille à développer des activités génératrices de revenus, à faciliter l'accès à la terre des groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes ruraux, et à renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations. La mise en œuvre des activités de recherche-action est confiée à un consortium des partenaires, une véritable innovation institutionnelle dans le pays.

Coût total: 26,9 millions d'USD
Prêt du FIDA: 12,1 millions d'USD
Durée: 2004-2011
Bénéficiaires directs: 12 000 ménages
Cofinancement: Banque africaine de développement (BAfD) (7,5 millions d'USD), Banque ouest-africaine de développement (BOAD) (1,0 million d'USD)

Dons

Promotion d'Outils Innovateurs pour la micro finance et le développement des entreprises rurales (PROFINDER) (don du Gouvernement italien de 1,5 million d'USD).

Cette initiative est articulée autour des activités suivantes: Création d'un partenariat stratégique et gestion des connaissances; Préparation du projet RBDSP; Consolidation du partenariat et capitalisation des enseignements tirés; et Suivi & évaluation. Elle s'appuie sur un partenariat avec six institutions de microfinance avec lesquelles des conventions ont été signées. Elle est coordonnée par le Centre technique de la microfinance participative au Burkina Faso (CTMP-B).

Partenaires du FIDA au Burkina Faso

Depuis janvier 2006, le FIDA soutient la Confédération paysanne du Faso (CPF) sur le plan institutionnel et dans le cadre de sa participation à la révision de la loi foncière. L'Institut national de l'environnement et de recherches agricoles (INERA) travaille avec le projet PICOFA dans le domaine de la cogestion des connaissances et de l'innovation avec les producteurs et productrices dans la région de l'Est. Le Programme d'appui aux filières agro-sylvo-pastorales (PAFASP) de la Banque mondiale est mis en œuvre de façon parallèle et complémentaire avec le projet PROFIL. Le COSOP actuel a été élaboré en partenariat avec l'Agence allemande de coopération technique internationale (GIZ), qui a récemment revisité ses orientations stratégiques et opérationnelles, très proches de celles du FIDA. Le FIDA et la GIZ soulignent la pertinence

des interventions de niveau meso, ou intermédiaire, assez importantes toutefois pour permettre un équilibre judicieux entre la recherche des économies d'échelle d'une part, et la recherche d'un impact approfondi et durable d'autre part.

Dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale de microfinance, le FIDA développera des partenariats avec des institutions de microfinance et des organisations non gouvernementales pour favoriser un plus grand accès des ruraux pauvres aux produits et services financiers existants. Cela permettra en outre la création de nouveaux produits et services financiers plus adaptés à leurs besoins. Un des partenaires du FIDA dans ce domaine sera le projet régional PAMIGA mis en œuvre par le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU).

Opérations clôturées

Deuxième projet national de gestion des terroirs (PNGT II)

Coût total: 114,85 millions d'USD

Prêt du FIDA: 11,4 millions d'USD

Durée: 2002-2007

Couverture: nationale

Bénéficiaires directs: 210 000 ménages

Cofinancement: Danemark (4,2 millions d'USD), Banque mondiale – Association internationale de développement (IDA) (66,7 millions d'USD)

Projet de développement rural dans le Sud-Ouest (PDRSO)

Coût total: 25,2 millions d'USD

Prêt du FIDA: 14,8 millions d'USD

Durée: 1998-2005

Couverture: région du Sud-Ouest

Bénéficiaires directs: 10 000 ménages

Cofinancement: Fonds belge de survie (Programme conjoint FIDA/Fonds de survie belge pour la sécurité alimentaire (FBS)) (2,5 millions d'USD) (don), Banque ouest-africaine de développement (BOAD) (985 000 USD)

Deuxième programme spécial de conservation des sols et des eaux

Coût total: 24,4 millions d'USD

Prêt du FIDA: 17,5 millions d'USD

Durée: 1996-2003

Couverture: 24 départements des sept provinces du

Plateau central

Bénéficiaires directs: 44 000 ménages

Cofinancement: Banque ouest-africaine de développement (BOAD) (1,5 million d'USD), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (215 000 USD)

Programme spécial – conservation des sols et de l'eau et agroforesterie dans le Plateau central

Coût total: 13,9 millions d'USD

Prêt du FIDA: 9,2 millions d'USD

Don du FIDA: 800 000 USD

Durée: 1988-1995

Couverture: quatre provinces dans le nord du Plateau central, Passoré, Yatenga, Bam et Sanmatenga

Bénéficiaires directs: 13 400 ménages

Projet de développement agricole des hauts bassins et de la Volta noire

Coût total: 22,9 millions d'USD

Prêt du FIDA: 11,0 millions d'USD

Durée: 1983-1989

Couverture: hauts bassins, offices régionaux de développement de la Volta noire dans le sud-ouest de la Haute Volta

Bénéficiaires directs: 86 000 ménages

Cofinancement: Agence française de développement (AFD) (3,0 millions d'USD), France (Fonds d'aide et de coopération) (1,6 million d'USD), Banque mondiale – Association internationale de développement (IDA) (4,3 millions d'USD)

Projet de développement rural de l'office régional de développement de l'Est

Coût total: 29,7 millions d'USD

Prêt du FIDA: 14,5 millions d'USD

Don du FIDA: 400 000 USD

Durée: 1982-1992

Couverture: provinces du Gourma, de la Gnagna et de la Tapoa (secteurs de Bogandé, Kantcharl, Diapaga et sous-secteurs de Matiakoali et Ougarou)

Bénéficiaires directs: 8 000 ménages

Cofinancement: Agence française de développement (AFD) (9,2 millions d'USD), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (1,9 million d'USD), États-Unis (USAID) (2,0 millions d'USD)



Bâtir un monde libéré de la pauvreté

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) œuvre aux côtés des populations rurales pauvres afin de leur permettre de cultiver et de vendre davantage de produits vivriers, d'accroître leurs revenus et de déterminer le cap de leur propre existence. Depuis 1978, le FIDA a investi dans des projets 13,2 milliards d'USD environ sous forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt octroyés à des pays en développement, permettant à quelque 400 millions de personnes de se libérer par elles-mêmes de la pauvreté et favorisant ainsi la création de communautés rurales dynamiques. Le FIDA est une institution financière internationale et une agence spécialisée des Nations Unies dont le siège est à Rome – la plateforme alimentaire et agricole des Nations Unies. Il représente un partenariat unique, regroupant 166 membres, entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), d'autres pays en développement et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Personne à contacter

Cristiana Sparacino
Chargée de portefeuille
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54592306
Télécopie: +39 06 54593306
c.sparacino@ifad.org

Pour tout complément d'information sur la pauvreté rurale au Burkina Faso, visitez le portail de la pauvreté rurale: <http://www.ruralpovertyportal>



Ouvrir pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591
Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
Octobre 2011